

# JANVIER  
# FÉVRIER  
# MARS  
2015

# LETTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES



**PEUPLE GREC : 1  
AUSTÉRITÉ : 0**

**ILS L'ONT FAIT,  
POURQUOI PAS  
NOUS ?**

**@FRANCE @ESPAGNE @EUROPE  
#SYRIZA #FRONTDEGAUCHE**

Édito : Rien à attendre de Davos #2/ Dossier : Grèce : analyse des élections #4 // Ukraine : donner la chance à la paix #6 // Forum du sud de l'Europe #8 // Amérique latine : délégation du PCF #10 // Afrique : Côte d'Ivoire, répression et procès politiques #11 // Intervention française en Irak : Allocution de Pierre Laurent #12 // campagnes internationales : la Palestine c'est maintenant # 14 - la place de la France est aux côtés des femmes et des hommes du PYD en Syrie et du PKK en Turquie #15 // Pétition : campagne internationale sur le climat #16 // Forum européen des alternatives #17 // Entretien avec Leyde E Rodriguez Hernandez, professeur à l'Institut Supérieur de Relations Internationales de Cuba (ISRI) #18 // Entretien avec Kamel Jendoubi ministre tunisien chargé des relations avec les institutions et la société civile #20

---

**... LE PEUPLE GREC A DÉSORMAIS  
UN GOUVERNEMENT SUR  
LEQUEL IL PEUT COMPTER POUR  
PESER DANS CE SENS ; ET CE  
GOUVERNEMENT AURA BESOIN  
DE L'ENGAGEMENT DU PEUPLE  
GREC ET DE LA SOLIDARITÉ  
INTERNATIONALE POUR APPUYER  
SON ACTION...**

---

# RIEN À ATTENDRE DE DAVOS

Oxfam a publié à la veille de la tenue du Forum économique mondial à Davos son rapport sur les inégalités. L'ONG en résume ainsi l'analyse qu'il tire de cette étude : « Les inégalités économiques s'amplifient rapidement dans la plupart des pays. Les richesses du monde sont divisées en deux : près de la moitié est entre les mains des 1 % les plus riches, tandis que 99 % de la population mondiale se partagent l'autre moitié. Le Forum économique mondial a identifié ce déséquilibre comme un risque majeur pour les progrès humains. Les inégalités économiques extrêmes et la confiscation du pouvoir politique sont trop souvent interdépendantes. Si rien n'est fait, la mise à mal des institutions politiques se poursuivra et les États serviront principalement les intérêts des élites économiques, aux dépens des autres citoyens. Les inégalités extrêmes ne sont pas une fatalité. Elles peuvent et doivent être combattues rapidement. »

Le constat et l'avertissement doivent être entendus : inégalités économiques extrêmes et confiscation du pouvoir politique sont bien au cœur des dynamiques internes des bouleversements en cours et des stratégies de déstabilisation régionales et internationales qui se sont développées pour empêcher toute issue émancipatrice d'advenir, et ce qu'il s'agisse de l'Irak, de la Syrie ou de la Libye, du Nigeria mais aussi de l'Ukraine...

Ce n'est certainement pas de Davos que viendront les solutions politiques et décisions économiques fondées sur des exigences de justice sociale et de développement. D'abord parce que ce Forum rassemble les représentants d'intérêts privés ultra puissants et dominants qui ont modelé la mondialisation capitaliste, la financiarisation de nos économies, l'affaiblissement des États et structures publiques, le recul des droits et libertés, la mise en concurrence des peuples et la spoliation de leurs richesses, et qu'il est hors de question pour eux de se remettre en cause. Il n'est qu'à voir leur réaction, la chute des cours en bourse au moment de la victoire électorale de Syriza en Grèce et de la nomination de son gouvernement de lutte contre l'austérité.

Ensuite parce que ces hommes et femmes de Davos, ces « décideurs » sont des usurpateurs ; ils sont illégitimes car en se substituant, avec la complaisance et la complicité des dirigeants des plus grandes puissances mondiales, aux instances internationales légitimes, elles, et garantes du multilatéralisme des États et des peuples, Davos ne sert pas autre chose que les intérêts privés qu'il réunit une fois par an. Plutôt que de s'y présenter en nouveau leader mondial de la « guerre contre le terrorisme », le président français aurait fait montre de plus d'intelligence politique à y dénoncer l'hypocrisie de ces forces qui participent à la confiscation du pouvoir démocratique et organisent, à coups de plans structurels dévastateurs, la perte de souveraineté des États et des peuples.

Commençons déjà par mettre un terme à ce « forum » mondial qui n'a de forum que le nom et entreprenons, « nous, peuples des Nations unies », à réinventer, réorganiser et renforcer les cadres multilatéraux dont nous avons besoin pour parvenir aux objectifs que nous avons définis ensemble comme étant nos objectifs communs : la paix, le développement partagé, le progrès pour tous.

Le peuple grec a désormais un gouvernement sur lequel il peut compter pour peser dans ce sens ; et ce gouvernement aura besoin de l'engagement du peuple grec et de la solidarité internationale pour appuyer son action qui répond à l'intérêt général et commun des peuples d'Europe à la fois de sortir de la crise par des solutions de gauche et d'enclencher un processus de refondation du cadre régional européen, aujourd'hui régressif et autoritaire.

Le PCF, les forces du Front de gauche et, au-delà, toutes les forces de gauche anti-austérité de notre pays rassemblées seront pleinement engagées dans cette bataille politique.

**Lydia Samarbakhsh**  
Responsable du secteur  
international du PCF



## SYRIZA : CHRONIQUE D'UNE VICTOIRE ANNONCÉE

**64% DE PARTICIPATION, 36,3% DES VOIX ET 149 DÉPUTÉS, VOILÀ LES FAITS. SYRIZA EMPORTE UNE MAJORITÉ ÉCRASANTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, À DEUX SIÈGES DE LA MAJORITÉ ABSOLUE, LAISSANT NOUVELLE DÉMOCRATIE DU PREMIER MINISTRE SORTANT SAMARAS À 9% DERRIÈRE. LA POUSSÉE DE LA GAUCHE GRECQUE ÉCARTE LE DANGER D'AUBE DORÉE QUI NE RETROUVE PAS SON SCORE DES DERNIÈRES ÉLECTIONS.**

Les partis : communiste, centriste et de droite souverainiste se maintiennent ou entrent à la Vouli. Seuls 35% des électeurs grecs ont soutenu les partis qui avaient fait alliance avec la Troïka. Le Pasok (socialiste) échappe à l'humiliation mais Georges Papandréou qui avait créé son parti il y a quelques mois échoue à revenir au Parlement. Pour la première fois depuis 1974 aucun Papandréou ne siègera à la chambre.

Durant cette campagne courte, trois semaines, depuis l'échec de l'élection d'un Président de la République le 29 décembre dernier, rien n'a été épargné à Syriza. Les reproches faits au parti de la gauche grecque étaient nombreux mais désordonnés, comme si l'ensemble des classes politiques européennes avaient fait leur deuil de la victoire de Samaras.

Madame Merkel tonnait des menaces qui se sont révélées contre productives. Son mépris, sa morgue n'ont fait que renforcer

les grecs dans leur opposition aux politiques qu'elle représente. L'Union européenne par la voix de Pierre Moscovici avait aussi tenté une opération de sauvetage de l'attelage Nouvelle démocratie, Parti Socialiste qui s'est révélée désastreuse.

La droite européenne et grecque a tenté le scénario de la peur et du chaos. Désormais ce qui prime ce sont deux arguments plus subtils mais tout aussi malsains et méprisants. Premièrement « vous ne connaissez pas le programme de Syriza en fait il ne va pas très loin et il n'y aura pas de grands bouleversements », ou bien « la réalité va ramener Tsipras à la raison... et il ne se passera rien ».

Les ennemis d'hier s'essayaient même à lui donner quelques conseils, lui demandant de se limer encore un peu les dents avant que de rencontrer ses partenaires européens.

Il y a dans ces discours tout le mépris d'une

certaine classe dirigeante européenne qui ne peut admettre que l'on puisse concevoir l'Europe autrement. Le TINA (There is no alternative) a fait des ravages et les grecs, une fois l'euphorie de l'élection passée, devront se plier de gré ou de force à la volonté de ses bailleurs de fonds. Il y a un vieux fonds de procès en illégitimité politique qui plane sur cet objet politique mal connu qu'est Syriza. Un parti qui était autour de 6% en 2009, qui devient le premier parti d'opposition en 2012 et qui arrive au pouvoir en 2015.

Ces discours, ces arguments des opposants à Syriza n'ont pas eu de prise sur un peuple qui souffre et qui de plus ne voit pas le bout du tunnel. N'oublions pas que toutes les politiques d'austérité voulues par le PASOK et Nouvelle démocratie n'avaient pour but officiel que de réduire la dette grecque. En 5 ans elle est passée de 94% à 175% du PIB. Le peuple d'Athènes n'est pas fou, il a bien compris que ces politiques avaient

bien un autre objectif, celui de se servir de la Grèce comme cobaye dans une vaste opération programmée de reculs sociaux, économiques et politiques.

Souvenons-nous que la Grèce est le seul pays de l'Union européenne qui a en une nuit fermé le signal de ses chaînes publiques. Et ce n'est là qu'un exemple parmi des centaines d'autres. Des centaines d'entreprises fermées, des centaines de milliers de jeunes y compris diplômés contraints à l'exil. 45% de la population hors de toute protection sociale. Le retour d'une médecine d'urgence comme dans les pays en guerre ou en proie à une catastrophe naturelle. Des dettes et des taxes impossibles à régler par la majorité de la population.

Syriza et Alexis Tsipras ont conscience de l'état du pays. Ils savent aussi qu'ils sont porteurs de l'espoir du peuple grec épuisé par ces années de sacrifice sans résultats. Ils savent que rien ne leur sera épargné ni le chantage de la Troïka, le vice-président de la BCE et la Présidente du FMI ont, dès lundi 26, rappelé la nécessité de payer la dette et qu'aucun effacement n'était prévu à ce jour.

Mais comme en 2005 quand la France avait su dire non aux diktats de l'Union Européenne et de la plupart des dirigeants de droite ou socialiste pour ne pas ratifier le Traité constitutionnel européen, le peuple grec ne veut plus qu'on lui dicte ce qu'il a à faire et à choisir. L'élection de dimanche a comme première vertu de redonner aux grecs la dignité, dont leurs dirigeants les avaient privés depuis des années.

Le programme économique de Syriza est un programme de nette rupture avec les politiques menées. Il mise sur la croissance par le retour de l'investissement public et par la relance de la consommation interne en arrêtant les ponctions sur les salaires et

les retraites. Il parie aussi sur une lutte sans merci contre l'évasion fiscale et contre les oligarques armateurs qui se sont toujours arrangés pour échapper à l'impôt.

Même ceux qui avaient refusé de recevoir le chef de l'opposition qu'était Alexis Tsipras (fonction constitutionnelle en Grèce) il y a quelques années, se précipitent pour le féliciter, le gouvernement socialiste français en tête, tout en minimisant l'ampleur du programme de Syriza et sa capacité à le mettre en œuvre. Mais la gauche grecque a appris à se méfier de ceux qui pratiquent la stratégie de l'araignée.

En un mot comme en mille ce qui s'est passé ce dimanche en Grèce est bien une déflagration en Europe. Pour la première fois un parti va mener une politique anti austeritaire au sein de la zone euro. Combien auraient été heureux les Merkel, Hollande et autre Junker d'entendre Alexis Tsipras annoncer la sortie de l'Euro voire de l'Union européenne. Le futur Premier Ministre grec, si son combat est national, est aussi profondément européen. Pour une autre Europe pétrie de justice, de solidarité, d'aide au développement et de coopération. En totale contradiction avec l'Europe froide guidée par les marchés qui ne pense que concurrence et se moque du coût humain des politiques dites de « restructurations compétitives ».

### **IL Y A FORT À PARIER QUE CE QUI VA SE PASSER EN GRÈCE VA ÊTRE DISSÉQUÉ, VOIRE TRAVESTI OU CARICATURÉ.**

C'est sur les points cardinaux du programme économique de Syriza : 1) renégociation de la dette, 2) répondre à l'urgence humanitaire en direction des familles sous le seuil de pauvreté, le relèvement des salaires et

des pensions, 3) relancer l'économie et la création d'emplois par une réforme fiscale juste, la création d'une banque publique consacrée à l'aide aux PME, le rétablissement du SMIC et l'arrêt des privatisations que l'accord de gouvernement s'est fait avec le parti souverainiste des « Grecs indépendants ». Les autres partis étaient soit compromis dans les politiques menées par la Troïka et donc exclus du champ des possibles, soit, comme le Parti Communiste de Grèce, à qui la proposition de participation voire de soutien a été faite et qui n'a accepté que de soutenir les projets de lois au coup par coup.

Nous savons que les difficultés sont là et bien là mais nous faisons confiance à nos amis et camarades grecs pour les surmonter. Ils peuvent compter sur la solidarité des communistes français et des camarades du front de gauche ainsi que de nombreux socialistes et écologistes. En témoigne leur présence au gymnase Japy et place du colonel Fabien dimanche soir.

Les forces qui rejettent l'austérité et le démantèlement des acquis sociaux en France sont nombreux à gauche. Le chemin pour parvenir à la victoire, comme à Athènes, ne sera certainement pas le même, mais il y a fort à parier que l'exemple de la victoire de Syriza peut permettre d'accélérer le processus de dialogue et de proposition de la gauche française. Celle qui n'a pas renoncé et ne renoncera pas à changer la vie.

**Gilles Garnier**

responsable du collectif Europe





Colombe de la paix, dessinée par Pablo Picasso (DR)

## L'ENJEU UKRAINIEN : DONNER UNE CHANCE À LA PAIX ?

LA CRISE UKRAINIENNE PLUS D'UN AN APRÈS MAIDAN CONTINUE À ÊTRE MARQUÉE PAR DES RISQUES GRAVES POUR LA PAIX EN EUROPE, UNE DÉGRADATION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET UNE RELANCE DES CONCEPTS DE GUERRE FROIDE ENTRE LA RUSSIE ET L'OCCIDENT. CETTE TENSION POSE EN PARTICULIER LA QUESTION DES RELATIONS UKRAINE-RUSSIE, PAYS LIÉS PAR L'HISTOIRE, LA LANGUE, LA RELIGION. L'AVENIR DE L'UKRAINE ET DE SON UNITÉ EST POSÉ. LE CONFLIT EN COURS A FAIT PLUS DE 5000 MORTS ET DES CENTAINES DE MILLIERS DE RÉFUGIÉS.

L'accord dit de Minsk 2 entre toutes les parties prenantes de la crise ukrainienne et qui a commencé à entrer en vigueur dès le 15 février doit être respecté. Les termes de cet accord prévoient -sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe- un cessez-le-feu effectif avec le retrait des armes lourdes, un échange de prisonniers, le désarmement des groupes illégaux, et l'ouverture de pourparlers pour un processus de contrôle partagé de la frontière, l'aide humanitaire pour les populations de l'est du pays, ainsi que l'amorce d'une solution politique offrant plus d'autonomie aux régions de l'Est ukrainien dans le cadre de l'intégrité de l'Ukraine.

### LA SITUATION RESTE FRAGILE.

A Kiev, la fuite en avant politique s'est poursuivie, après les élections à la Rada (26 octobre) où une majorité de droite alliée à l'extrême droite et de plus en plus alignée sur les intérêts des Etats-Unis, s'est formée. Le président ukrainien souhaite notamment reprendre le processus d'adhésion à l'OTAN et a évoqué la possibilité d'un référendum. Dans le même temps, les salaires et versements sociaux à la population du Donbass par Kiev ont été suspendus. La crise sociale est de plus en plus prégnante, due aux premiers effets de la casure du pays et de l'arrimage de l'économie ukrainienne aux conditions et mécanismes drastiques imposés par l'accord d'association avec l'UE et le FMI (recul des droits sociaux, privatisations et restructuration du secteur industriel sous la coupe des oligarques et du capital étranger). Dans ce contexte politique, le Parti communiste ukrainien, qui n'a plus de députés au parlement, reste menacé d'interdiction.

Au plan international, lors de la dernière réunion de l'OTAN à Bruxelles (début décembre), le raidissement des positions occidentales a été sensible (formation début 2015 d'une force « intérimaire » avant la mise en place d'une force de projection rapide (fer de lance forte 4000 hommes), marquant la volonté de l'OTAN de continuer sa marche forcée vers la Russie et l'espace de l'ex-URSS.

Face à cette situation, le Kremlin plaide pour une « souveraineté nationale russe » -avec toutes les dérives ultranationalistes que cela peut induire- mise au premier rang des priorités pour « défier l'Occident », qui chercherait à « freiner, voire stopper le développement de la Russie par tous les moyens ». Vladimir Poutine, dans son allocution à la nation du 4 décembre 2014, a assuré que son pays ne plierait pas face aux sanctions occidentales qui contribuent -avec la baisse du prix du pétrole- à une nette détérioration de la situation

économique du pays.

Les sanctions ont joué aussi en sens inverse de celui attendu par les occidentaux, le Kremlin tentant de se renforcer sur l'axe euro-asiatique avec des accords (notamment énergétiques) de grande importance avec la Chine et la Turquie.

Dans la nouvelle version de la doctrine militaire de la Russie que le Kremlin a publiée le 26 décembre, l'OTAN et son élargissement (« renforcement des capacités offensives de l'OTAN, directement aux frontières russes, et des mesures prises pour déployer un système global de défense antimissile » en Europe orientale) sont désignés comme une menace fondamentale pour l'avenir du pays. Cet ajustement de la doctrine russe répond ainsi à la décision de l'Ukraine d'abandonner son statut de pays non aligné ; décision qui bien que symbolique pourrait ouvrir à terme la voie de l'adhésion du pays à l'OTAN.

D'autre part, si le caractère défensif de la doctrine militaire russe est conservé, la nouvelle doctrine introduit néanmoins, à côté de la dissuasion nucléaire, le concept de « dissuasion non nucléaire » qui passe par le maintien d'un haut niveau de préparation des forces militaires conventionnelles et par un engagement à l'égard des organisations régionales de sécurité telles que la communauté des Etats indépendants ou l'Organisation de coopération de Shanghai (cf Le Monde avec l'AFP 26-12 2014).

### URGENCE À LA CONVOCATION D'UN « SOMMET »

Dans ces conditions, les accords de Minsk ne sauraient masquer les difficultés à consolider un processus durable pour restaurer la paix en Ukraine ni l'acuité des obstacles auxquels est notamment confrontée l'Union européenne, afin d'agir pour un règlement diplomatique de la crise la plus grave en Europe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et pour une normalisation durable des relations avec la Russie et entre les deux grands ensembles européens.

Il y a plus que jamais urgence à la convocation d'un « sommet » -40 ans après les accords d'Helsinki de 1975- sur la coopération et la sécurité en Europe, pour faciliter la création d'un espace dénucléarisé impliquant la neutralité militaire de l'Ukraine et le désengagement de l'OTAN. Pour une Europe de paix.

**José Cordon et  
Patrick Kamenka**  
Commission des relations  
internationales

“

**AU PLAN INTERNATIONAL,  
LA DERNIÈRE RÉUNION  
DE L'OTAN À BRUXELLES  
(DÉBUT DÉCEMBRE),  
LE RAIDISSEMENT DES  
POSITIONS OCCIDENTALES A  
ÉTÉ SENSIBLE (FORMATION  
DÉBUT 2015 D'UNE FORCE  
« INTÉRIMAIRE » AVANT  
LA MISE EN PLACE D'UNE  
FORCE DE PROJECTION  
RAPIDE (FER DE LANCE  
FORTE 4000 HOMMES),  
MARQUANT LA VOLONTÉ DE  
L'OTAN DE CONTINUER SA  
MARCHE FORCÉE VERS LA  
RUSSIE ET L'ESPACE DE  
L'EX-URSS.**

”



## **FORUM DU SUD DE L'EUROPE BARCELONE - 23/24 JANVIER 2015**

**À l'initiative des organisations de la Gauche écologiste et de transformation sociale catalanes, de l'Etat espagnol et de Syriza et avec le soutien du Parti de la Gauche Européenne ; des représentants d'une cinquantaine de partis politiques, mouvements sociaux et activistes européens (avec Pierre Laurent, Président du PGE, le PCF y était représenté par Hervé Bramey, Christine Mendelsohn et Nicolas Garcia) se sont rencontrés lors d'un Forum du Sud de l'Europe organisé à Barcelone les 23 et 24 janvier 2015. Ils y ont adopté une déclaration et décidé de travailler ensemble pour combattre la stratégie d'austérité néolibérale et promouvoir une alternative concrète et collective «pour une voie progressive de sortie de la crise, dans la direction d'une refondation de l'Europe sur la base de la démocratie, de la solidarité et d'une soutenabilité sociale et environnementale.» Pierre Laurent a souligné l'importance de cette rencontre qui, avec la victoire attendue de Syriza, en Grèce, annonce une année décisive en Europe, qui sera «le début d'un changement des politiques d'austérité qui ont submergé l'Europe».**

**LE TEMPS EST VENU DE METTRE FIN À L'AUSTÉRITÉ ! LE TEMPS EST VENU DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA SOLIDARITÉ ! LE TEMPS EST VENU DE CHANGER L'EUROPE ! LA BATAILLE POUR LE CHANGEMENT EN EUROPE A COMMENCÉ.**

La chute du gouvernement du mémorandum en Grèce sera un pas important qui se concrétisera demain avec la victoire électorale de Syriza. Cette victoire ne supposera pas seulement la restauration de la démocratie en Grèce, mais elle freinera aussi la catastrophe humanitaire dont souffre le peuple grec.

Nous, les représentants des partis politiques, des mouvements sociaux, des syndicats et autres militants associatifs de l'Europe du Sud qui nous sommes rencontrés à Barcelone au

1<sup>er</sup> Forum du Sud de l'Europe, nous exprimons ensemble notre détermination à travailler de concert, dans le but de vaincre l'austérité néolibérale qui a été brutalement imposée à nos pays par les Mémorandums de la Troïka, les programmes nationaux d'austérité et les contre-réformes structurelles.

Ensemble, nous proposons une alternative concrète et collective pour sortir de la crise par une voie progressiste, vers une refondation de l'Europe, sur la base de la démocratie, de la solidarité et du développement social et environnemental durable.

Nous n'affrontons pas la crise comme s'il s'agissait d'une série « d'anomalies étatiques-nationales » ou d'un conflit entre le Nord et le Sud de l'Europe. Non, en commençant par le sud, notre priorité est d'élargir le front de la résistance européenne contre le

néolibéralisme et d'impulser des solutions européennes qui renforceront l'unité des peuples d'Europe, contre la résurgence actuelle de projets « austéricides » et de forces réactionnaires, chauvinistes et d'extrême-droite.

L'avenir de la zone Euro n'est pas mis en péril par notre projet de rupture immédiate avec l'austérité et de stratégie alternative concernant le développement économique et social. Tout au contraire, elle est mise en péril par l'austérité destructive qui est imposée par la gouvernance néolibérale, sous la direction de la majorité conservatrice actuellement en place en Europe.

C'est la raison pour laquelle, afin de mettre immédiatement fin à la crise européenne et de faire vivre l'idée de l'unité des peuples d'Europe, nous avons un besoin urgent d'un changement politique :



## ■ Un « New Deal » Vert pour l'Europe.

L'économie européenne souffre depuis 6 ans de la crise, avec un taux de chômage moyen supérieur à 12%. Les dangers d'une déflation similaire à celle de 1930 sont imminents.

L'Europe pourrait, et devrait, prêter collectivement à des taux d'intérêt bas pour financer un programme de reconstruction économique, la transition écologique et le développement durable et social, en donnant la priorité aux investissements en faveur du peuple, de la protection sociale, des services publics, dans des technologies et infrastructures réellement nécessaires.

Ce programme aiderait les économies frappées par la crise à se dégager du cercle vicieux de la récession et des taux d'endettement croissants, à créer des emplois dans une reprise économique soutenable.

## ■ En finir avec le chômage.

Le taux de chômage moyen en Europe est aujourd'hui le plus élevé depuis la première date d'enregistrement de telles données. Aujourd'hui, presque 27 millions de personnes sont au chômage dans l'Union européenne, dont plus de 19 millions dans la zone Euro. Le taux officiel du chômage dans la zone Euro est passé de 7,8% en 2008 à 11,5 % en 2014. En Grèce, de 7,7% à 26,4% et en Espagne de 11,3% à 24,4% pendant la même période.

Nous avons besoin de toute urgence d'un plan de création d'emplois, qui, au moyen d'investissements ciblés publics, nationaux et européens, sous l'auspice de la BCE, procurera des emplois sûrs, stables et dignes et des projets de vie à des millions d'Européens, notamment à des jeunes, à des femmes et des immigrés qui ont été les principales victimes, condamnés à l'exclusion sociale.

## ■ Etendre les crédits aux coopératives et aux petites et moyennes entreprises.

En Europe, les conditions de crédit se sont fortement détériorées. Les PME ont été particulièrement frappées. Des milliers d'entre elles, surtout dans les économies du Sud frappées par la crise, ont été forcées de fermer, non pas parce qu'elles n'étaient pas viables, mais à cause de l'absence d'une fluidité des crédits et de la baisse drastique de la demande. Les conséquences pour l'emploi ont été néfastes.

Les époques hors du commun exigent des actions non-conventionnelles : la Banque Centrale Européenne doit suivre l'exemple d'autres banques centrales de par le monde et accorder des crédits à bas taux aux banques, à la stricte condition que ces mêmes banques augmentent la quantité et le montant de leurs prêts aux petites et moyennes entreprises à un intérêt adéquat.

## ■ Suspension du nouveau cadre fiscal européen.

C'est une condition préliminaire pour la mise en place d'une politique fiscale réellement favorable au développement durable.

## ■ Une Banque Centrale Européenne digne de ce nom.

Prêteur de dernier ressort pour les Etats

membres, non seulement les banques. L'engagement d'agir en qualité de prêteur de dernier ressort doit être inconditionnel et ne doit pas dépendre d'un conditionnement ou de la soumission d'un accord donné par un quelconque Etat membre à un programme de réformes inhérent au Mécanisme Européen de Stabilité.

Réajustement social et macro-économique : Les pays excédentaires doivent faire les mêmes efforts que les pays déficitaires pour corriger les déséquilibres macro-économiques au sein de l'Europe.

L'Europe devrait analyser, évaluer et demander leur contribution aux pays dont les budgets sont excédentaires et leur demander d'agir pour réduire la pression unilatérale exercée sur les pays à budgets déficitaires. L'asymétrie actuelle entre pays excédentaires et pays déficitaires ne porte pas seulement préjudice à ces derniers, elle est nocive pour l'ensemble de l'Europe.

## ■ Une Loi européenne GLASS-STEAGALL (loi bancaire américaine adoptée en 1933).

L'objectif est de séparer les activités commerciales des banques de leurs activités d'investissement et d'empêcher une dangereuse fusion des risques à l'intérieur d'une seule entité non contrôlée.

## ■ Une législation européenne efficace pour taxer les activités off-shore économiques et entrepreneuriales extra-territoriales.

## ■ Une conférence européenne sur la Dette.

Une conférence avec la participation de tous les acteurs publics impliqués au niveau étatique, européen et international, inspirée de l'Accord de Londres sur Dette de 1953, qui a libéré l'Allemagne de la charge économique accumulée pour pouvoir faciliter ainsi la reconstruction d'après-guerre.

Une telle conférence devra aboutir à une solution négociée, adaptée à chacun des pays, pour tous les créanciers et obligataires, qui comprendra aussi : la restructuration partielle des conditions de remboursement et des taux d'intérêts, l'introduction d'une « clause de croissance » pour le remboursement, ainsi que l'abolition d'une partie de cette dette.

Dans ce contexte, tous les instruments politiques disponibles devront être utilisés, y compris la BCE agissant en qualité de prêteur de dernier ressort, pour émettre des Eurobonds spéciaux qui, soit remplacent la dette nationale, soit conduisent à une remise significative de la dette.

## ■ Une lutte résolue contre la fraude et la corruption, ainsi que contre le capitalisme clientéliste dont souffrent nos pays.

Avant et après l'éclatement de la crise, des idées similaires à celles exposées plus haut avaient été traitées de « populistes » et « illusions » par les gouvernants néolibéraux.

Aujourd'hui, de telles idées, qui formulent une

alternative concrète contre l'austérité, sont de plus en plus assumées et défendues par nos peuples et concourent à former des majorités sociales et politiques dans un grand nombre de pays européens. Il est grand temps de transformer le mécontentement populaire et l'aspiration majoritaire au changement politique, en une vague pour la mise en place d'une démocratie économique, d'une souveraineté populaire et d'un développement environnemental durable.

L'année 2015 peut devenir le signal d'un nouveau cycle historique de progrès pour nos pays et pour l'Europe. Il est l'heure de faire payer les marchés. La voie de l'augmentation de l'inégalité et de la précarité du travail n'est pas une option pour les travailleurs en Europe.

Les structures du marché touchent les mesures de protection institutionnelles (les États-providence, les règles des relations industrielles, les systèmes politiques et autres accords sociaux) ; de telle sorte que l'Europe recule en matière de droits humains et que le poids de l'ajustement économique n'est pas réparti de manière égalitaire entre les sociétés européennes.

C'est pour tout cela que les forces et organisations ici réunies nous engageons à :

■ Nous coordonner pour travailler et donner l'impulsion politique et sociale nécessaire pour obtenir ces changements.

■ Analyser l'évolution sociale et économique dans nos pays et sur notre continent.

■ Nous impliquer pour promouvoir cette Conférence européenne sur la dette.

■ Donner une continuité au travail de ce Forum et à ses rencontres .

## NOUS NOUS VERRONS AU PROCHAIN FORUM À ATHÈNES !

**DÉCLARATION DE  
BARCELONE  
1<sup>ER</sup> FORUM DU SUD DE  
L'EUROPE**



# UNE DÉLÉGATION DU PCF EN ÉQUATEUR, BOLIVIE ET AU CHILI

**Pierre Laurent, secrétaire national du PCF accompagné d'une délégation, s'est rendu en Équateur, en Bolivie et au Chili entre les 15 et 23 décembre derniers. Il a rencontré des personnalités telles que le vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera et le ministre des Affaires étrangères David Choquehuanca, le ministre chargé des connaissances et du talent Humain de l'Équateur Guillaume Long ou le président du Parti communiste chilien Guillermo Teillier, la ministre du service des Femmes Claudia Pascual et le directeur de la division des organisations sociales, Camilo Ballesteros.**

Une constatation ressort de ce voyage : l'importance que prend la question environnementale parmi les grands enjeux auxquels sont confrontées les forces progressistes. La délégation du PCF a pu le constater en Équateur où la transnationale Chevron-Texaco a causé l'une des pires catastrophes écologiques de la planète. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a pu constater in situ les dégâts causés par le déversement de 71 millions de déchets toxiques sur 2 millions d'hectares en pleine Amazonie. Cette visite fait aussi suite aux initiatives prises par le PCF lors de la visite de Pablo Fajardo et Oscar Herrera, représentants des victimes, qui ont donné une conférence de presse au Sénat à l'invitation de la sénatrice Michèle Demessine. Le PCF est engagé aux côtés du peuple équatorien pour exiger le respect de la décision de la justice équatorienne qui a condamné Chevron-Texaco à payer une indemnisation de 9,5 milliards de dollars.

En Bolivie, cette préoccupation amène une nouvelle fois le gouvernement d'Evo Morales et le Mouvement au socialisme (MAS) à organiser une rencontre internationale sur la lutte contre le changement climatique qui fait fondre les glaciers andins et menace la « Terre Mère ». Pierre Laurent a renouvelé l'invitation du PCF aux forces de la gauche bolivienne pour qu'elles participent à la Rencontre internationale qui sera organisée à Paris dans le cadre de la réunion de la COP 21. Les différents interlocuteurs de la délégation ont exprimé également leur intérêt pour la si-

tuation politique en Europe en crise. Les perspectives qui s'ouvrent avec la possibilité d'une victoire de Syriza en Grèce, l'émergence de Podemos en Espagne et les alternatives proposées par la Gauche européenne face aux politiques d'austérité ont été aussi au centre des discussions comme ce fut le cas lors de la conférence de Pierre Laurent devant les ambassadeurs boliviens réunis à La Paz.

À Quito, la délégation conduite par Pierre Laurent a eu des échanges d'une grande richesse avec le Sous-secrétaire chargé de l'Europe et de l'Amérique du Nord Fernando Yopez Lasso. Le Traité transatlantique et le Traité trans-pacifique sont vus par la gauche équatorienne comme un coup porté contre le multilatéralisme qui renforce la domination des transnationales dans le commerce international. C'est un sujet de convergence possible avec la gauche européenne, comme peut l'être la relation Union européenne/ Amérique latine. L'Équateur, qui est confronté à des difficultés économiques suite à la chute des prix du pétrole - pour chaque dollar de baisse du prix du pétrole le pays perd 7 millions de dollars de revenus - a fini par accepter de signer un accord commercial avec l'UE. Sans cet accord, Bruxelles menaçait d'exclure les exportations équatoriennes des bénéficiaires d'une ouverture préférentielle de ses marchés. En 2015 le 2<sup>e</sup> sommet UE/ Communauté des États latino-américains et des Caraïbes sera le cadre d'une réflexion commune entre les forces progressistes et de la gauche européenne et latino-américaine organisé par le Forum de Sao Paulo et le Parti de la Gauche européenne que Pierre Laurent préside. Pour

Fernando Yopez, les progressistes doivent y contribuer pour que ce sommet ne se limite pas à l'adoption d'un document commun et d'un plan d'action mais qu'il soit un « saut qualitatif » qui permette un dialogue politique sur les grandes questions, pour « une vision commune réelle et représentative des priorités des peuples et non seulement des grands acteurs économiques ».

Au Chili, Pierre Laurent a rendu un hommage à Salvador Allende et aux militants disparus durant la dictature. Les discussions avec Guillermo Teillier, Claudia Pascual et Camilo Ballesteros ont permis à la délégation d'avoir une vision sur la mise en place des politiques promises par Michèle Bachelet qui devraient permettre au Chili de sortir de l'immobilité qui l'avait installé durablement dans le néolibéralisme. Mais cette mise en place ne se fait pas sans difficultés et contradictions liées à la composition même de la nouvelle majorité à laquelle participent les communistes aux côtés des sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens. Certains parmi ces partenaires n'hésitent pas à jouer sur le tableau de la majorité tout en pactisant avec l'opposition afin d'entraver des réformes décisives pour l'avenir.

Pierre Laurent était accompagné par Lydia Samarbaksh, en charge des relations internationales au PCF, Pierrick Annoot, membre du Conseil national et Obey Ament, chargé des relations avec l'Amérique latine.

**Obey Ament**

Commission des relations internationales



# RÉPRESSION ET PROCÈS POLITIQUES : LA CÔTE D'IVOIRE TOURNE LE DOS À LA DÉMOCRATIE ET À LA NÉCESSAIRE RÉCONCILIATION

**La Côte d'Ivoire connaît une crise profonde et violente depuis septembre 2002, date de la tentative de coup d'État contre le président Laurent Gbagbo qui s'est transformée en « rébellion » occupant la moitié nord du pays.**

A l'image de la Sierra Leone et du Liberia, des manœuvres de déstabilisation y ont été menées en complicité avec le président burkinabé Blaise Compaoré, avec l'appui des puissances occidentales - France en tête - et de multinationales. Tous jouant aux « pompiers pyromanes », cherchant ainsi à aggraver la division et l'affaiblissement du pays pour leurs intérêts respectifs. Par le moyen de la force militaire française, un ancien haut fonctionnaire du FMI et membre de l'Internationale libérale, Alassane Ouattara a été imposé à la tête de l'État ivoirien après une élection dont rien ne confirme qu'il l'ait remportée. Cela au détriment d'un dialogue politique et d'un recomptage des voix qui restait souhaitable et possible.

Ainsi depuis 2002 jusqu'en 2011 de nombreuses violences ont été commises de part et d'autre lors d'une guerre civile larvée opposant un pouvoir élu et une rébellion. Le point culminant de ce processus est le tristement célèbre massacre de Duékoué en mars 2011 lorsque les troupes pro-Ouattara s'emparent du sud du pays.

## **LA CPI, POURTANT SAISIE EN 2003 PAR L'ÉTAT IVOIRIEN SUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS, CHOISIRA DE NE CIBLER QU'UN DES CAMPS EN PRÉSENCE POUR LA SEULE PÉRIODE POST-ÉLECTORALE DE 2010/2011.**

Suivant en cela les desiderata de membres du Conseil de Sécurité, dont la France. La CPI fait ainsi l'impasse sur le rôle du camp Ouattara, sans parler du rôle de la France et des multinationales complètement passé sous silence.

Pourtant le pouvoir d'Alassane Ouattara porté aux nues par une partie de la communauté internationale aggrave et multiplie les manquements aux droits humains en Côte d'Ivoire. Des centaines d'arrestations arbitraires et

politiques, l'impunité concernant les violences meurtrières depuis 2011, la promotion et l'enrichissement de ceux qui les ont commis, la persistance de milliers de réfugiés et de déplacés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le non-respect des engagements pris dans la mise en place d'un processus de « rassemblement et de réconciliation », la violation des droits civils et politiques, constituent le triste quotidien de la population. Cette dernière paie le prix fort d'un régime de plus en plus autocratique, corrompu et antisocial, secoué et déstabilisé par des conflits violents entre clans rivaux pour l'accaparement des richesses et du pouvoir que les multinationales et les puissances impérialistes veulent bien leur laisser.

A ce triste tableau il faut ajouter la nomination d'un nouveau président du Conseil Constitutionnel, militant acharné du principal parti au pouvoir, remplaçant celui qui avait été illégalement mis en place par Ouattara mais qui était sans doute considéré comme plus assez docile. Sans oublier, au grand dam de la société civile et de l'opposition politique, la remise en selle du président de la Commission électorale indépendante, acteur contesté de la crise post-électorale.

Par ailleurs, le pouvoir cherche non seulement à restreindre fortement la liberté de réunion et d'association mais aussi à s'immiscer dans les débats internes des organisations de la société civile, des syndicats et des partis politiques comme en témoigne la récente décision de justice, dénoncée par Amnesty International, qui interdit la candidature d'un des candidats à la présidence du Front Populaire Ivoirien, ce qui a pour résultat de favoriser une tendance au détriment de l'autre et d'alimenter un climat délétère au sein de l'opposition.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le récent procès de 83 militants pro Gbagbo. Selon tous les observateurs indépendants, il y a eu de graves manquements : absence de preuves matérielles pour étayer les accusations, témoins à charges incapables de reconnaître les

prévenus et se contredisant dans des récits fantaisistes...

Loin de viser à satisfaire un désir de justice et de vérité, fort légitime, les peines prononcées, extrêmement lourdes et allant bien au-delà des réquisitions du parquet, relèvent d'un jugement politique. Comment pouvait-il en être autrement d'ailleurs, quand la porte-parole du gouvernement ivoirien admettait elle-même le 22 octobre dernier que des « procédures politiques » étaient en cours. A la justice des vainqueurs s'ajoute un procès inique, signe néfaste pour les libertés publiques et les centaines de militants politiques et associatifs qui croupissent dans les geôles du pouvoir. Il s'agit en réalité d'une escalade dangereuse, avec des pratiques qui ne s'observent que dans les régimes dictatoriaux.

## **LE POUVOIR FRANÇAIS NE PEUT CONTINUER DE SE FAIRE COMPLICE D'UNE TELLE FORFAITURE. IL FAUT BRISER LE SILENCE AUTOUR DE CE QUI SE PASSE EN CÔTE D'IVOIRE.**

A défaut, on continuera de voir sévir des personnalités comme Gérard Longuet. Ce dernier, représentatif des versants les plus extrêmes, réactionnaires et colonialistes de la droite française, ancien ministre de la défense de Nicolas Sarkozy lors de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, actuel sénateur UMP et président du conseil d'administration de Sea-Invest Africa, est arrivé à Abidjan à la fin du mois de février en vue de réclamer, sous prétexte de faire des « affaires », sa « part de gâteau » pour services rendus au régime Ouattara. A défaut de briser ce silence complice, les hostilités, les désirs de revanche et les guerres civiles de demain ne manqueront pas d'apparaître. Il est encore temps d'arrêter cet engrenage.

## INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE EN IRAK



**DANS SON ALLOCUTION DU 12 JANVIER, VEILLE DU VOTE AU PARLEMENT SUR LA POURSUITE DE L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE EN IRAK, PIERRE LAURENT, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF, EXPRIMAIT L'OPPOSITION DES COMMUNISTES À LA PARTICIPATION DE LA FRANCE À LA STRATÉGIE ATLANTISTE DE « GUERRE CONTRE LE TERRORISME ».**

« Les jours douloureux que notre pays traverse depuis le massacre de Charlie Hebdo interviennent au moment où les parlementaires français sont amenés, demain mardi, à se prononcer sur la poursuite de l'intervention française en Irak, sous égide d'une coalition internationale sous commandement américain.

Je veux vous dire pourquoi nous n'apportons pas notre soutien à la poursuite de cette guerre, pourquoi nous demandons la redéfinition de la stratégie internationale de la France. L'évolution de la situation en Irak et au Proche-Orient, depuis septembre 2014 et le début de l'intervention aérienne française en Irak révèlent à la fois les limites de l'efficacité de ces frappes et les ambiguïtés de la politique de la France. Toute l'histoire des vingt dernières années, en Irak déjà, en Afghanistan, en Libye... est là pour le confirmer : les interventions militaires occidentales ont toutes eu pour résultat de renforcer les organisations djihadistes.

La stratégie militaire ne fait pas une stratégie globale et c'est à ce problème que le monde

est confronté du fait des choix faits par les États-Unis, leurs alliés, depuis vingt ans, et du fait du soutien actif d'États, alliés des États-Unis ou de l'OTAN comme le Qatar, l'Arabie saoudite ou encore, on l'a vu récemment, le double jeu d'un pays comme la Turquie.

Comme je l'indiquais au Sénat lors du débat de septembre : « Si la lutte contre l'Organisation de l'État islamique et les groupes djihadistes ne vise pas les causes et les facteurs qui nourrissent leur développement et leur implantation, alors l'objectif ne pourra être atteint et les opérations n'y changeront rien ».

### **QUATRE MOIS APRÈS LE DÉBUT DES BOMBARDEMENTS, OÙ SONT LES RÉSULTATS MILITAIRES PROMIS ?**

Les menaces se sont même faites plus fortes, du Proche-Orient jusqu'en Afrique, qu'il s'agisse d'exécutions d'otages mais aussi de massacres de masse comme dans plusieurs

villages nigériens, il y a quelques jours, où plusieurs centaines de personnes ont perdu la vie.

Nous avons même pu voir à quel point cette stratégie se défaussait quand il s'est agi de répondre à l'appel des populations de Kobané et des forces démocratiques du PYD aux premières lignes de l'avancée meurtrière de Daesh en Syrie.

Pire, on a vu la Turquie laisser passer les djihadistes, leur armement lourd, leur pétrole mais bloquer les volontaires turcs et kurdes, les réfugiés kurdes, syriens et irakiens, l'aide humanitaire et l'appui militaire aux forces du PYD. Pendant des semaines, des mois, leur appel à bombarder les positions de Daesh en face de Kobané a été ignoré des chancelleries française et américaine.

Notre détermination à stopper les groupes armés islamistes est sans équivoque mais force est de constater que la stratégie de « guerre au terrorisme » mise en œuvre, en particulier depuis le 11 septembre 2001, est en échec patent et produit les effets inverses aux objec-

tifs affichés.

Les foyers djihadistes ont été multipliés par treize; des centaines de jeunes Européens, de Français, parmi lesquels beaucoup de jeunes femmes, passent directement de la délinquance et de l'exclusion sociale à l'embrigadement fanatique criminel, les populations de Syrie et d'Irak sont piégées entre les risques de mort et les souffrances de l'exil ; leur évacuation et leur tentative de trouver la vie sauve font l'objet d'un commerce ignoble de trafiquants qui n'hésitent pas à laisser s'échouer en Italie des cargos conçus pour le transport animal et remplis de centaines de réfugiés de tous âges.

Le Liban de son côté voit sa population dépassée par l'afflux de réfugiés syriens sans qu'une véritable aide humanitaire internationale ne s'organise : seule, son armée par l'entremise de la France et de l'Arabie saoudite se prépare au pire.

## **CE CHAOS GÉNÉRALISÉ, CE CLIMAT DE GUERRE DOIVENT ÊTRE STOPPÉS.**

Déclarer que nous sommes en guerre, c'est renoncer à imposer la paix et s'enfermer dans le piège tendu par les intégristes. Eux veulent l'affrontement, nous voulons une société de liberté, de progrès, de paix. En cela, il faut faire attention à l'idée que nous vivons « le 11 septembre de la France », il s'agit de nous entraîner dans les mêmes erreurs faites par les États-Unis et l'Occident au lendemain des attentats de 2001.

Les néo-conservateurs ont imposé le concept de « guerre contre le terrorisme » - c'est-à-dire une guerre sans fin qui a alimenté le fléau, au lieu de le combattre.

Oui nous devons stopper la menace. Ici en France, en Europe, et au Proche-Orient. Il faut pour cela que la France change de politique extérieure, en cessant de s'arrimer à l'OTAN et aux États-Unis, en cessant de tergiverser devant les intérêts de puissances régionales comme le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël. Ce qui conduit la France à s'interdire de jouer le rôle qui devrait être le sien comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Au Proche et au Moyen-Orient, la lutte contre les groupes armés islamiques exige une stratégie globale de tous les pays de la région, qui mette fin à l'hypocrisie et prive ces groupes des moyens militaires et financiers. L'appui aux forces démocratiques devrait être la priorité de l'action de la France, avec un soutien actif aux initiatives diplomatiques du Secrétaire général de l'ONU en Syrie et en Irak. Et puis, promouvoir la paix au Proche-Orient,

ce serait pour la France de reconnaître sans plus tarder l'État palestinien et soutenir son développement. Qu'attend monsieur François Hollande pour le faire ? N'a-t-il pas la majorité des deux Chambres pour cela ? Qu'attendez-vous ?

Aujourd'hui, rechercher une issue politique à la crise que traverse l'Irak passe par un gouvernement irakien qui élargisse encore sa base à toutes les composantes de la société irakienne, c'est exiger l'arrêt de tout soutien financier et militaire des pays du Golfe et de la Turquie aux groupes djihadistes armés et à leur instrumentalisation, c'est renforcer le contrôle international sous l'égide de l'ONU -dont une résolution existe à cet effet- pour lutter contre le trafic d'armes, d'argent et de pétrole en faveur de ces groupes, c'est, enfin, préparer une conférence régionale sous l'égide de l'ONU avec tous les pays de la région, Iran compris, afin d'avancer vers des solutions communes aux enjeux de paix, de démocratie et de développement de la région dans le respect de l'intégrité territoriale de chacun.

Ô bien sûr, tout cela est moins vendeur que les déclarations de matamore annonçant la punition internationale, mais ce serait en réalité tellement plus efficace !

En France, il faut combattre ces réseaux à la fois comme des filières mafieuses et comme des sectes dont ils ont repris les méthodes pour exploiter toutes les misères et divisions sociales de notre pays ; ils s'en prennent à cette partie de la jeunesse française désocialisée, en perte de repères, subjuguée par des imposteurs nourris de haine, de violence, de racisme, d'antisémitisme, de bêtise crasse. Cette partie très marginale de la jeunesse qui dit « combattre le système » mais qui, en fait, veut en devenir la nouvelle élite.

Nous vivons dans une société française profondément fracturée, où incompréhensions, rancœurs et haines se nouent dans des rapports sociaux marqués par la violence. Le dépassement de cette contradiction dangereuse qui masque l'affrontement de classe et les logiques de domination, est devenu plus que jamais indispensable. L'affrontement identitaire a une nature et une fonction politiques, ne nous y trompons pas. »

■ vidéo de l'intervention de Jean-Jacques Candelier à l'Assemblée nationale : <http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6251.2133719>

■ vidéo de l'intervention de Michelle Demesine au Sénat : <http://videos.senat.fr/video/videos/2015/video26515.html>

**LES NÉO-  
CONSERVATEURS  
ONT IMPOSÉ LE  
CONCEPT DE  
«GUERRE CONTRE  
LE TERRORISME»  
- C'EST-À-DIRE  
UNE GUERRE  
SANS FIN QUI  
A ALIMENTÉ  
LE FLÉAU, AU  
LIEU DE LE  
COMBATTRE.**

■ **PIERRE LAURENT  
(12 JANVIER 2015)**

## CAMPAGNE INTERNATIONALE



Affiche éditée par le PCF en partenariat avec le graphiste Sébastien Marchal

## RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN : LA PALESTINE, C'EST MAINTENANT !

Nous prenons connaissance de la proposition de résolution des députés socialistes invitant "le Gouvernement français à reconnaître l'État de Palestine en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit".

La reconnaissance de l'État de Palestine par la communauté internationale est un devoir politique et moral. Pour les communistes, il s'agit là d'un combat historique: depuis de nombreuses années, nous interpellons le Gouvernement pour obtenir cette reconnaissance sans délai et sans condition. Dès septembre 2012, le groupe communiste à l'Assemblée nationale avait aussi déposé une résolution invitant "le Gouvernement à reconnaître l'Etat

de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale". Au Sénat, à l'initiative des sénateurs communistes et républicains, une résolution identique sera soumise au débat le 11 décembre prochain.

Nous appelons donc le Gouvernement et le Président de la République à déclarer la reconnaissance officielle de l'État de Palestine au lendemain du vote par le Parlement.

Cet acte répondrait ainsi aux valeurs de justice et de solidarité qui doivent guider notre diplomatie. Un tel acte constituerait aussi un message de soutien aux forces de paix israélo-palestiniennes.

Telle est la vocation de la France.

**OBJECTIF 10 000  
SIGNATURES POUR  
LA RECONNAIS-  
SANCE DE L'ÉTAT  
PALESTINIEN**

**LA FRANCE DOIT  
RECONNAÎTRE  
LA PALESTINE !  
> SIGNEZ LA PÉTITION**

**LIEN:**

<http://international.pcf.fr/62491>

# CAMPAGNE INTERNATIONALE



## LA PLACE DE LA FRANCE EST AUX CÔTÉS DES FEMMES ET DES HOMMES DU PYD EN SYRIE ET DU PKK EN TURQUIE

Monsieur le président,

Vous avez reçu le 9 février dernier les co-présidents du PYD et la commandante des unités YPJ féminines qui ont combattu Daesh à Kobané et qui lui ont infligé sa première lourde défaite en le repoussant hors de la ville.

En les recevant à l'Élysée, vous avez donc reconnu officiellement le rôle incontournable que les combattantes et combattants du YPG, PYD et PKK jouent dans la bataille contre les forces obscurantistes de l'EI et vous avez aussi dû entendre leurs demandes pressantes.

Tout en regrettant qu'au long de ces derniers mois, vous ayez ignoré leurs appels et demandes de soutien et défendu brièvement l'idée turque d'une "zone tampon" qui aurait fini de couper les combattants kurdes affrontant à armes inégales les troupes de Daesh, nous ne pouvons que nous satisfaire que vous ayez ouvert les yeux sur la réalité de leur combat au nom de valeurs que nos peuples partagent : la liberté, l'égalité et la fraternité.

La guerre n'est pas terminée, la population de Kobané doit pouvoir reconstruire sa ville et il faut maintenant aider à mettre Daesh définitivement hors d'état de nuire.

C'est pourquoi, nous vous demandons instamment :

■ de faire pression sur le régime d'Ankara pour qu'il honore ses engagements verbaux sur l'ouverture d'un corridor humanitaire qui demeure une urgence vitale pour apporter assistance aux blessés, aux civils et aux combattants kurdes.

■ de reconnaître plus largement le rôle incontournable joué par les forces kurdes du PYD en Syrie et du PKK en Turquie pour la défense des populations et la lutte pour la liberté et donc d'agir pour que l'Union européenne qui réunit ces jours-ci son Conseil européen retire le PKK de la liste des organisations terroristes.

Il n'y a plus d'hésitation à avoir, Monsieur le président. Les femmes et les hommes du PYD en Syrie, du PKK en Turquie luttent pour la paix et l'égalité pour les peuples de Syrie, de Turquie, pour l'humanité. La place de la France est à leurs côtés.

**PARTAGEZ L'INFORMATION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX // @PCFMONDE //FACEBOOK : PCF\_MONDE > SIGNEZ LA PÉTITION HTTP://CHN.GE/18XXNBZ**

**solidarité AVEC KOBANÊ**

**// ÉDITO**  
**# FACE À LA DISSYMMÉTRIE DES FORCES, LES KURDES ONT UN BESOIN URGENT DE TOUTE NOTRE SOLIDARITÉ POUR QUE LA PAIX S'IMPOSE #**

**// ROJAVA, UNE EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE UNIQUE AU MOYEN-ORIENT**

**DATES CLÉS >**

- 2011 : début de l'insurrection des rebelles syriens, occupation de Hama et de Lattaquiya.
- 2014 : début de l'offensive de Daesh en Syrie, capture de Kobané, Rojava.
- 2014 (15 août) : victoire de Kobané contre Daesh.

**PCF FRONT ÉCARTÉ**

**DISPONIBLE // LETTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES SPÉCIAL SOLIDARITÉ AVEC KOBANÊ HTTP://INTERNATIONAL.PCF.FR**

## CAMPAGNE INTERNATIONALE SUR LE CLIMAT

2014 aura été l'année la plus chaude depuis 1880 et les émissions de CO2 ont battu un nouveau record. Pour limiter le réchauffement à 2°C en 2100, l'urgence est à la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) dues à l'utilisation des énergies fossiles (Gaz, Charbon, Pétrole...). Elles doivent être remplacées par des énergies non émettrices de CO2, aux prix les plus bas possibles pour répondre au droit à l'énergie pour tous et partout sur la planète.

Un accord global est possible lors de la conférence de Paris en 2015 à condition de dégager une vision solidaire du développement humain durable à l'échelle du monde sur la base de décisions qui doivent être contraignantes pour les États mais différenciées et fondées sur des principes de solidarité et d'équité. En effet, la réduction des émissions de GES de chaque pays doit tenir compte de leurs réalités comme de leur projet de développement.

C'est pourquoi, nous citoyens du monde opposés à la mondialisation capitaliste et à la course au profit, en convergence avec la société civile, les syndicats, les associations, nous exigeons que tous les pays

riches et industrialisés, qui ont la première responsabilité du réchauffement climatique, s'engagent à sortir de leurs égoïsmes locaux et de l'inaction climatique.

**DE LA CONFÉRENCE DE LIMA À CELLE DE PARIS EN 2015, NOUS VOULONS FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES PEUPLES AFIN D'EXIGER, SOUS L'ÉGIDE DE L'ONU, UN ACCORD INTERNATIONAL ENTRE LES ETATS FONDÉ SUR LES PRINCIPES DE SOLIDARITÉ ET D'ÉQUITÉ COMPORTANT**

■ Des objectifs chiffrés transparents de réduction des GES pour limiter le réchauffement de la planète à 2°C dans les plus brefs délais,

■ Des engagements financiers précis, à la hauteur des moyens des pays riches, pour la mise en route effective du Fonds Vert à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour la mise en place concrète d'aides à l'adaptation,

■ Le développement de la Recherche et de la coopération par le transfert de technologies avec les brevets associés vers les pays en voie de développement et les pays les moins avancés,

■ L'adoption du mécanisme de « pertes et dommages » au profit des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles.



**PEUPLE GREC : 1  
AUSTÉRITÉ : 0**

**ILS L'ONT FAIT,  
POURQUOI PAS  
NOUS ?**

@FRANCE @ESPAGNE @EUROPE  
#SYRIZA #FRONTDEGAUCHE



JE VOTE, J'AGIS CONTRE  
L'AUSTÉRITÉ !

# FORUM EUROPÉEN DES ALTERNATIVES : MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'ESPOIR!

Les enjeux sont énormes, les espoirs et les potentiels aussi. L'Europe a tant changé dans les 5 dernières années ! Pour le pire, avec les politiques d'austérité qui mènent jusqu'à des crises humanitaires dans le sud et avec une progression plus qu'inquiétante des forces d'extrême droite. Mais aussi pour le meilleur, avec l'émergence de Syriza et la victoire électorale de janvier évidemment, mais aussi, une progression certes inégale mais bien réelle de la gauche européenne au sens large dans le paysage politique européen. Le choix qui est devant les peuples européens est aujourd'hui réel : ou bien l'enfoncement dans l'ultralibéralisme, ou bien le changement et la remise à l'ordre du jour des préoccupations sociales, écologiques et démocratiques. Il est bien réel parce que l'alternative se construit. Nous n'avons pas chômé. Les axes de convergences entre les forces progressistes se précisent, les coopérations et le mouvement d'unification des forces anti-austérité avancent pas à pas.

Le Forum européen des alternatives (FEA) qui se tiendra à Paris les 30 et 31 mai prochains fait partie des rencontres dont nous

avons besoin pour approfondir ce travail, prouver que l'on peut faire autrement et que nous sommes nombreux en Europe à porter cet espoir. Le Forum doit être un temps fort de notre offensive dans le bras de fer qui oppose l'ensemble des peuples européens aux forces de l'austérité. Rappelons qu'en juin prendra fin la période de « l'accord-pont » signé par le gouvernement grec avec l'Eurogroupe. Rappelons que notre pays est également dans le viseur de la commission européenne qui ne cesse de faire pression pour « accélérer les réformes » même si elle a accordé un délai de deux ans pour répondre aux critères du pacte de stabilité. Nous sommes particulièrement bien placés pour savoir qu'être aux côtés des Grecs, c'est nous libérer nous aussi. Nous avons cruellement besoin d'un projet et d'un rassemblement politiques en France qui soient une alternative à ceux du gouvernement et le contraire du FN, c'est à dire une issue positive, un changement profond en faveur des besoins humains.

La séquence des premières négociations entre le gouvernement grec et ses partenaires européens révèle aux yeux de tous la difficulté, mais aussi la possibilité, de porter une autre idée de l'Europe en s'appuyant sur la souveraineté populaire et les exigences citoyennes. Le rôle des mobilisations dans les différents pays européens et en Grèce a été, et reste, déterminant pour la réussite du gouvernement de Syriza et pour la victoire contre l'austérité.

En Belgique, en Italie, en Irlande, et dernièrement au Portugal, les luttes contre l'austérité se renforcent. Le 9 avril prochain, la journée d'action appelée par la CGT et FO viendra s'ajouter à ce mouvement de contestation. Un fort besoin de conver-

gence existe, plus seulement pour résister, mais pour apporter des solutions concrètes pour sortir de l'austérité et construire une Europe solidaire et démocratique. C'est pour répondre à ce besoin que l'idée du forum est née : nous voulons « mettre en tas » forces politiques, sociales, syndicales, intellectuels, citoyens engagés de tous les pays d'Europe pour construire ensemble un corpus d'axes et de propositions pour une nouvelle Europe.

Aussi cet article est un appel à la mobilisation de toutes celles et ceux qui souhaitent contribuer d'une façon ou d'une autre à ce projet nécessaire et enthousiasmant.

Le FEA est une initiative politique d'une ampleur inédite depuis les forums sociaux européens. Déambuleront à Paris au moins 2000 personnes, dont une grande partie d'européens, des invités de haut niveau, des militants politiques, syndicaux, des mouvements sociaux, pour participer à 3 grandes plénières, 30 ateliers thématiques, un grand concert le samedi soir. Nous avons besoin de vous toutes et tous pour le construire, de vos compétences politiques, de vos réseaux citoyens, de vos compétences syndicales, associatives, de vos expertises militantes, de vos portes ouvertes pour accueillir nos amis de tous les pays, de vos compétences linguistiques. La liste est longue et l'effort est grand pour réussir ce pari. Mais le jeu en vaut la chandelle.

**CET ARTICLE EST UN APPEL À  
LA MOBILISATION DE TOUTES  
CELLES ET CEUX QUI SOU-  
HAITENT CONTRIBUER D'UNE  
FAÇON OU D'UNE AUTRE À  
CE PROJET NÉCESSAIRE ET  
ENTHOUSIASMANT.**

**Anne Sabourin**

Commission des relations  
internationales

# ENTRETIEN AVEC DE LEYDE E. RODRIGUEZ HERNANDEZ, PROFESSEUR À L'INSTITUT SUPERIEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES DE CUBA (ISRI), DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES.

Entretien réalisé par Charlotte Balavoine.

**Peut-on affirmer que les déclarations du président B. Obama de décembre dernier constituent la plus grande inflexion de politique des États-Unis vis-à-vis de l'Amérique Latine de ces 50 dernières années ? Comment expliquez-vous ce changement de politique? Quelle est la position de Cuba vis-à-vis de ces changements ?**

**LEYDE E. RODRIGUEZ HERNANDEZ :** Les événements du 17 décembre 2014 marquent un avant et un après dans la relation conflictuelle entre Cuba et les États-Unis. On peut affirmer que les déclarations du Président Obama constituent le plus grand tournant de la politique extérieure des États-Unis vis-à-vis de Cuba de ces 50 dernières années.

C'est une victoire stratégique de l'Amérique Latine et des Caraïbes à travers les larges appuis que Cuba a reçu de toute la région, à laquelle elle est intégrée et coopère dans les domaines de la santé, l'éducation, la culture, le sport et l'augmentation des liens économiques et commerciaux.

L'Amérique Latine et les Caraïbes ont exigé d'Obama la fin du blocus économique, commercial et financier et la normalisation des relations avec Cuba, comme un préalable incontournable pour l'avancée des liens entre Washington et la région.

Le récent Sommet de la CELAC reçu au Costa Rica, les 28 et 29 janvier 2015, a publié une déclaration spéciale sur la nécessité de mettre fin au blocus contre Cuba.

La déclaration d'Obama sur la révision de l'inclusion injustifiable de Cuba dans la liste des pays finançant le terrorisme international et la décision de rétablir les relations diplomatiques des États-Unis avec le gouvernement cubain, sont le résultat d'une conjonction de facteurs qui ont influencé directement ces décisions, à savoir : la reconnaissance étasunienne que la politique de « guerre froide », appliquée depuis plus de 50 ans, a été un échec et que la seule chose qu'elle a entraîné est un isolement du gouvernement des États-Unis dans le concert des nations latino-américaines et

caribéennes; l'héroïque lutte et la fidélité aux principes du peuple cubain; le fait que l'Amérique Latine et les Caraïbes vivent une nouvelle époque de transformations, qui ont permis des débats favorables pour Cuba, comme par exemple en 2009 lors du Sommet des Amériques à Port d'Espagne, à Trinidad et Tobago.

À cela s'ajoute le vote réitéré de 188 États contre le blocus à l'ONU, et la solidarité permanente à la cause de la Révolution Cubaine de millions de personnes à travers le monde.

La position de Cuba a été de partager avec le Président Obama la disposition à avancer vers la normalisation des relations bilatérales, une fois que seront rétablies les relations diplomatiques. Chaque processus implique l'adoption de mesures mutuelles pour favoriser la confiance, réchauffer les relations entre les deux pays et progresser dans la coopération bilatérale.

Pour le gouvernement cubain, le rétablissement des relations diplomatiques est le début d'un large processus vers la normalisation des relations bilatérales mais cela ne sera pas possible tant que le blocus existera, tant que le territoire occupé illégalement par la base navale de Guantánamo ne sera pas restitué, tant que ne cesseront pas les transmissions radios et télévisées qui violent les normes internationales, tant qu'une compensation ne sera pas accordée au peuple cubain pour les dommages humains et économiques causés par la politique agressive à l'encontre de l'île.

Cependant, des nouvelles opportunités s'ouvrent pour que chaque pays passe du vieux scénario de confrontations ouvertes à un autre, fait de contradictions et frictions bilatérales, mais permettant sans doute la création de nouveaux espaces de dialogue et de collaboration mutuelle, sans que cela ne signifie oublier la nature impérialiste des États-Unis.

**Peut-on dire que la stratégie des États-Unis vis-à-vis de Cuba est en train de changer? Quelle est votre analyse des**

**défis de la situation actuelle? Quelle est la réponse du gouvernement cubain et de la population à ce sujet?**

**L.E.R.H :** Il est évident que la stratégie des États-Unis vis-à-vis de Cuba tente d'être modifiée, à partir de la reconnaissance de l'échec de la vieille politique de confrontation directe avec le gouvernement cubain. Les mesures unilatérales d'Obama, avec l'argument "d'aider le peuple cubain", ne règlent pas le problème essentiel qui est la levée du blocus, même si elles permettent des échanges dans certains secteurs de l'économie: la construction, l'agriculture, les télécommunications, avec l'intérêt marqué de gagner des espaces d'influence politique dans la société cubaine et promouvoir le secteur privé, qui pourra, dans l'imaginaire étasunien, déclencher un processus conduisant au rétablissement du capitalisme et un futur changement de régime à la Havane. Pour parvenir à ses fins, la diplomatie étasunienne centre ses espoirs dans l'appui à la "société civile".

Dans sa logique d'ingérence, celle-ci est constituée de petits groupes fragmentés, organisés et financés par diverses institutions nord-américaines. Ceci est ainsi car, selon les règles du jeu qu'essaye d'imposer le gouvernement des États-Unis comme préambule à une future normalisation des liens diplomatiques avec Cuba, est le thème rebattu des droits de l'homme, de la démocratisation –à l'image et ressemblance de ses dictats- et "la prise de pouvoir du peuple", qui sans beaucoup d'effort, signifie délégitimer les cadres de la Révolution Cubaine et suivre les nouvelles lignes directrices redéfinies par les négociateurs du Département d'État.

Il est important de se rappeler que Roberta Jacobson, la sous-secrétaire d'État pour les affaires américaines, désignée par la Maison Blanche, à la tête de l'équipe de négociateurs étasuniens qui a visité récemment La Havane, a dit clairement, avec faits et gestes, qui sont pour Washington, ceux qui représentent la soi-disant "société civile" cubaine, qu'il ne s'agit en aucun cas

du peuple qui habite et construit dans l'île. Les mêmes représentants du gouvernement nord-américain, y compris Obama, ont exprimé ouvertement le fait que la politique actuelle vis-à-vis de Cuba constitue un changement de méthode, mais non pas des objectifs stratégiques de cette politique centrés sur la volonté de détruire la Révolution Cubaine. Toute négociation avec une puissance impérialiste induit des défis pour son homologue. Pour Cuba, il s'agit d'obtenir une coexistence civilisée, pacifique entre les deux nations, sans que cela ne représente un retour à la subordination néocoloniale passée, dont l'île a souffert jusqu'en 1959.

Le grand enjeu pour Cuba est de contribuer à trouver une solution au conflit historique avec les États-Unis en préservant l'indépendance et la souveraineté nationale, bien que ce grand différend nécessite, pour être résolu, de longues périodes de négociations diplomatiques. Pour citer un seul exemple, le gouvernement des États-Unis refuse de rendre le territoire illégalement occupé par la base de Guantanamo car il dit que cette base est importante pour lui.

Outre le fait que cette base n'a aucune importance militaire – sauf à servir de centre de torture –, cela ne donne aucun droit aux États-Unis de maintenir leur occupation d'une partie du territoire cubain, comme si les besoins et intentions des USA pouvaient supplanter la souveraineté de Cuba, alors que cela constitue une violation flagrante du Droit International. La grande majorité des cubains, nous sommes conscients que pour avancer dans l'amélioration des relations avec les États-Unis, le gouvernement de ce pays, qu'il soit démocrate ou républicain, devra traiter la partie cubaine avec respect, sur une base d'égalité.

Le peuple cubain est très respectueux de la culture et de la société étasunienne, et considère que chaque pays peut s'aider et s'appuyer dans les affaires qui affectent ou bénéficient à chaque nation : la santé, l'éducation, le sport, la science et les technologies, l'agriculture, la lutte contre le trafic, contre le terrorisme, pour affronter les phénomènes météorologiques produits par le changement climatique, etc.

Pour finir, en ce qui concerne Cuba, il s'agit d'initier une nouvelle étape de plus grande perspective et de rigueur dans le combat politique et idéologique, étape qui nécessite pour une longue période que le peuple cubain lutte sans relâche pour son unité, le maintien de sa souveraineté pleine et pour l'indépendance de la nation.

**Quelles peuvent être les répercussions de ce changement de contexte et une possible évolution positive dans les relations entre Cuba et les États-Unis sur les politiques d'actualisation du modèle socialiste cubain ?**

**L.E.R.H :** L'orientation des nouvelles mesures

du Président Obama, en matière d'agriculture, de construction et de télécommunication, permet d'allouer des ressources aux secteurs émergents de l'économie cubaine, comme ceux de l'auto-entreprise (secteur privé).

Néanmoins, Obama pourrait aussi permettre à d'autres secteurs de l'économie, ce qu'il a permis dans celui des télécommunications avec les objectifs évidents d'influence et de subversion politique. Il existe un intérêt clair dans les stratégies des États-Unis à parier sur l'introduction à Cuba des modes de vie des sociétés occidentales, pour influencer les groupes sociaux qui ont seulement connu les limitations économiques et matérielles produites par le blocus, comme c'est le cas pour la jeunesse cubaine.

C'est pour cela que les forces de la société civile socialiste cubaine devront être très vigilantes dans la défense des conquêtes acquises par la Révolution et devant les scénarios de démobilisation de la population face à la manipulation médiatique de la grande presse internationale, qui font croire à la fin du conflit et de l'agression des États-Unis vis-à-vis de Cuba.

En réalité, le président Obama a seulement pris quelques décisions exécutives pour modifier certains aspects du blocus, ce qui a un impact restreint sur les politiques d'actualisation du modèle économique cubain. Le président Obama a la possibilité d'affaiblir le blocus, en le vidant d'une partie considérable de son contenu en accordant des licences commerciales. S'il l'encourage, cela aura un impact réel sur les transformations du système économique cubain.

De façon générale, nous insistons sur le fait que les mesures déjà prises par Obama sont très limitées car les crédits sont toujours interdits ainsi que l'utilisation de dollars dans les transactions financières internationales de Cuba, les citoyens nord-américains ne peuvent toujours pas voyager librement vers l'île et les voyages par voie maritime sont interdits.

Entre beaucoup d'autres choses, on continue aussi à interdire l'acquisition, sur d'autres marchés, d'équipements et technologies qui ont plus de 10% de composants nord-américains et les importations par les États-Unis de marchandises contenant des matières premières cubaines. Si cela change dans les prochaines années, cela permettra de lever les principaux obstacles qui empêchent le développement réel de l'économie cubaine, cela signifiera une impulsion notable dans les politiques d'actualisation du modèle économique, qui nécessite des financements, des investissements, des technologies et des marchés. Pour cela, Cuba a considéré comme très importante la décision d'Obama de soutenir un débat au sein du Congrès pour l'élimination du blocus.

**LE PRÉSIDENT OBAMA A LA POSSIBILITÉ D'AFFAIBLIR LE BLOCUS, EN LE VIDANT D'UNE PARTIE CONSIDÉRABLE DE SON CONTENU EN ACCORDANT DES LICENCES COMMERCIALES. S'IL L'ENCOURAGE, CELA AURA UN IMPACT RÉEL SUR LES TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE CUBAIN.**



■ **LEYDE E. RODRIGUEZ HERNANDEZ**

PROFESSEUR À L'INSTITUT SUPERIEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES DE CUBA (ISRI), DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES.



**Kamel Jendoubi ministre chargé des relations avec les institutions et la société civile. Après la chute du régime Ben Ali, Kamel Jendoubi a présidé l'Instance supérieure indépendante pour les élections, chargée de l'organisation de l'élection de l'Assemblée nationale constituante. Économiste, figure emblématique de la gauche tunisienne et de la société civile, Kamel Jendoubi est connu dans les milieux de l'immigration tunisienne en France où il a été, notamment, président de la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR). Il milite pour les droits de l'Homme en Tunisie, en France et en Europe : Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDTH) et Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH).**

Entretien réalisé par Latifa Madani.

**Vous êtes connu comme un militant de gauche. Avez-vous imaginé qu'un jour vous pourriez être ministre d'un gouvernement de Tunisie et qui plus est ministre d'un gouvernement composé d'islamistes et de libéraux ?**

Je passe de l'activisme de la gauche qui a inspiré mon action dans la défense des droits de l'homme et des libertés, du militantisme à la responsabilité parce que je pense que les conditions sont aujourd'hui réunies, notamment travailler dans un climat démocratique. Ce qui était important pour moi c'était la possibilité de travailler à une réforme démocratique de l'Etat. Il fallait inscrire le souci de la réforme de l'Etat et sa mise en œuvre. D'autant plus que nous sommes dans une phase où l'on doit tra-

duire la constitution de janvier 2014 dans la réalité, dans des institutions nouvelles. Le problème de la Tunisie depuis longtemps, mis en évidence depuis la révolution, c'est la défaillance de l'Etat, même s'il avait réalisé des choses importantes dans l'éducation, le statut de la femme, c'était un Etat despotique et inégalitaire. Aujourd'hui il y a besoin de refonder l'Etat en renforçant les acquis et en accédant aux libertés, à l'égalité et à la justice sociale. Et puis, j'ai eu l'accord de l'exécutif pour m'investir dans le renforcement des contre pouvoirs.

**Vos missions précisément sont les relations avec les institutions et avec la société civile.**

J'ai pour mission d'être le vis-à-vis gouvernemental des institutions en matière

de droits de l'homme, des médias audio visuels, du développement durable, de la lutte contre la corruption, des élections et aussi dans les collectivités locales et pour les Tunisiens à l'étranger.

Quant à la société civile (syndicats, femmes, jeunes, avocats...) qui a joué un rôle historique depuis la lutte pour l'indépendance, ma mission est de la renforcer. Je veux pour cela une force de proposition en tenant compte aussi de la nouvelle société civile qui a émergé dans la résistance contre la dictature et depuis la révolution.

J'aurai également à veiller à traduire dans les faits la démocratie participative qui est une obligation constitutionnelle.



**Le gouvernement tunisien regroupe des sensibilités allant des islamistes aux ex-communistes en passant par des libéraux. Est ce une force ou au contraire un signe de fragilité ?**

Je dirai les deux à la fois. Cela dépendra beaucoup de notre volonté et de notre capacité à réformer et à répondre aux attentes des Tunisiens. La réforme démocratique a un caractère rassembleur et consolidateur. Il y a une dynamique qui doit être nourrie par la satisfaction des besoins des Tunisiens, et se fonder sur l'idée de sauvetage de l'Etat tunisien. Par contre si on s'immobilise, si on a peur, si on se prive de dire la vérité aux Tunisiens cela nous divisera et affaiblira le gouvernement.

**Les attentes des Tunisiens ne sont-elles pas en priorité l'emploi, et l'amélioration des conditions de vie ?**

Ce sont principalement le chômage, les inégalités régionales, la pauvreté, l'insécurité. La pauvreté a augmenté de 30% en 4 ans ! 2 millions de Tunisiens vivent dans la pauvreté. La revendication de la sécurité aussi est très forte. Une sécurité pour conforter les libertés et non l'inverse. On doit se donner les moyens de combattre le terrorisme mais tout en fortifiant la démocratie.

Mais ma conviction profonde c'est que les Tunisiens attendent qu'on leur fasse confiance, qu'on leur dise la vérité. Ils savent que la situation est très difficile. Ils ne sont pas dupes, ils ne supportent pas qu'on les manipule. On parle beaucoup en Tunisie. Les choses ont considérablement évolué en 4 ans. Les Tunisiens pratiquent le débat, la confrontation, l'expression libre, même si cette liberté parfois est utilisée par certains pour dénaturer le processus. On n'a jamais autant manifesté pacifiquement, des centaines de milliers de personnes. Cela montre bien une maturité, une conscience collective, c'est une donnée essentielle à prendre en compte.

**Peut on donc considérer que la Tunisie marque des points significatifs dans la consolidation du processus démocratique ?**

L'adoption de la constitution a marqué un point énorme même si cela a tardé (3 ans au lieu d'1 an) mais à chaque fois on a su dépasser, contourner les blocages.

L'organisation des élections, les premières élections démocratiques transparentes en 2011, c'était presque un miracle, puis les législatives, les présidentielles. C'est là une accumulation de pratiques qui vont constituer une tradition démocratique. C'est très important. Oui, tout cela est de nature à consolider le processus démocratique.

**Valait-il mieux avoir Ennahda dans la coalition plutôt que dans l'opposition ?**

Le gouvernement a un projet de réforme. L'essentiel est de ne pas céder aux pressions et aux résistances de groupes d'influence parce que nous avons l'obligation de rendre la confiance et l'espoir aux Tunisiens. Il y a là une opportunité avec notre mandat de 5 ans de passer des institutions provisoires à des institutions permanentes. Dans ce cadre là il faut mobiliser toutes les forces qui souscrivent à ce choix : la poursuite et la consolidation du processus démocratique.

**Khadija Cherif a été évincée du gouvernement sur pression d'une « alliance islamo conservatrice ». Cela a provoqué des remous dans le camp démocratique y compris au sein de Nidaa Tounès. On dit que cela a failli « tout faire capoter ». Comment vous-même avez-vous vécu cette éviction ?**

C'est une éviction que j'ai très mal vécue. J'ai beaucoup réfléchi, j'ai beaucoup discuté avec Khadija Cherif qui m'a encouragé à ne pas baisser les bras pour ne pas affaiblir davantage le camp de gauche. Notre présence au gouvernement doit permettre de faire avancer un certain nombre d'idées importantes pour le pays.

**Vous avez suivi les événements de début janvier en France. Vous connaissez la France pour y avoir étudié et pour y avoir milité au sein de l'immigration tunisienne. Quel regard portez-vous sur ce qui s'est passé et sur ce qui se passe ?**

Certains sont Charlie d'autres ne le sont pas. Moi je suis triste. Triste de voir la victoire des réactionnaires de tous bords mais je crois au génie du peuple français, à la force des idées qui ont façonné l'humanité et je pense que ces idées là libératrices vont triompher.

**MA CONVICTION PROFONDE C'EST QUE LES TUNISIENS ATTENDENT QU'ON LEUR FASSE CONFIANCE, QU'ON LEUR DISE LA VÉRITÉ. ILS SAVENT QUE LA SITUATION EST TRÈS DIFFICILE. ILS NE SONT PAS DUPES, ILS NE SUPPORTENT PAS QU'ON LES MANIPULE. ON PARLE BEAUCOUP EN TUNISIE.**

**KAMEL JENDOUBI**

**MINISTRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE // TUNISIE**

# AGENDA DÉCEMBRE / MARS 2014-2015

## INTERNATIONAL

**12 décembre** : Conseil national du PCF consacré à la situation internationale <http://www.pcf.fr/63695>

**10 janvier** : Manifestation nationale et européenne pour demander la vérité et la justice sur l'assassinat de 3 jeunes femmes kurdes, Rojbin, Sakiné et Leyla.

**11 janvier** : Marche républicaine en hommage aux victimes des attentats des 7 et 9 janvier à Paris.

**12 janvier** : Voeux de Pierre Laurent.

**6 février** : Inauguration de la semaine anti-coloniale à l'Espace Oscar Niemeyer.

**3 mars** : Inauguration de l'exposition « Grandir après la Shoah » à l'Espace Oscar Niemeyer.

**8 mars** : Journée internationale des droits des femmes. Manifestation à Paris.

## AMÉRIQUE LATINE

### Bolivie

**21 et 22 janvier**: Xavier Compain, membre du CN du PCF a représenté à La Paz le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, à l'investiture du président bolivien Evo Morales

### Chili

**1<sup>er</sup> décembre** : Obey Ament a participé à Lyon à la séance de formation organisée par la fédération du PCF de Rhône-Alpes autour du film "Non" de Pablo Larran et au débat qui a suivi autour de la situation au Chili et en Amérique latine.

**9 décembre**: Obey Ament a participé à la réunion de préparation du "sommet alternatif" qui aura lieu lors du Sommet UE/CE-LAC de Bruxelles en juin 2015.

**16 au 23 décembre**: Délégarion conduite par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF en Equateur, Bolivie et Chili.

**15 et 16 janvier**: Obey Ament a participé à la réunion du Groupe de travail Amérique latine-Caraïbes du PGE à Bruxelles.

### Colombie

**7 mars** : Festival pour la paix en Colombie.

## EUROPE

### Grèce

**19 janvier** : manifestation de solidarité avec la Grèce.

**22-25 janvier**: Participation de Pierre Laurent, Lydia Samarbaksh et Anne Sabourin au meeting de fin de campagne électorale de Syriza à Athènes.

**11 février** : Initiative de solidarité avec la Grèce devant la Banque de France.

**15 février** : Marche de solidarité avec la Grèce.

### Espagne

**23-24 janvier**: Participation de Pierre Laurent, Hervé Bramy, Christine Mendelsohn et Nicolas Garcia au Forum du Sud à Barcelone.

Messages

**18 décembre**: message du PCF au PCE à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du décès de Dolores Ibarruri.

**16 janvier**: message du PCF au PSUC-Viu de Catalogne à l'occasion de son 15<sup>e</sup> Congrès.

Communiqués

### Ukraine

Les peuples d'Europe doivent imposer un cessez-le-feu.

**27 janvier**: Communiqué du PCF à l'adresse du Parti communiste de la Fédération de Russie suite aux menaces pesant sur Vladimir Bessonov, député du PCFR: "La Russie doit respecter les règles démocratiques à la Douma comme dans le pays".

### Turquie

**20-22 février** : Participation de Lydia Samarbaksh à la Conférence Euro Méditerranée PGE à Istanbul.

## ASIE

### Chine

**5 février** : Pierre Laurent a reçu une délégation du Parti communiste chinois conduite par M. GONG Pixiang, vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire de la province du Jiangsu.

### Kurdistan

**9 février** : À Paris, meeting de solidarité avec Kobané.

### Sri Lanka

**15 janvier** : le premier de l'an tamoul et journée du souvenir évoquant le drame de la guerre civile terminée dans un bain de sang en mai 2009. La nouvelle majorité élue en janvier dernier porte un espoir de réconciliation entre les deux composantes, tamoule et cinghalaise, de la population du Sri Lanka. Les vœux du Parti y furent présentés par Pierre Marcie.

L'inauguration de la « semaine anti coloniale 2015 » s'est tenue au siège du Conseil national avec l'exposition sur les horreurs de la propagande « anticommuniste » du régime Suharto et Lydia Samarbaksh y a développé notre perspective d'un développement humain fondé sur la coopération entre tous les peuples et toutes les personnes dans la diversité de nos histoires ; l'après-midi du

16 février était consacrée spécifiquement à l'évocation du massacre des communistes et progressistes indonésiens dans les mois qui suivirent l'arrivée au pouvoir du Général Suharto, P. Marcie y apporta le soutien du Parti à l'action du Tribunal International du Peuple pour la vérité et la réconciliation, avec l'espoir de renouveau lié à l'élection l'année dernière du nouveau président Joko Widodo.

## AFRIQUE

### Côte d'Ivoire

Rencontre avec une délégation du Front populaire Ivoirien

Une délégation de représentants du FPI en France a été reçue en janvier 2015 par le collectif Afrique du PCF, en présence de Daniel Feurtet et Dominique Josse. Ce fut l'occasion de faire le point sur la dégradation de la situation en Côte d'Ivoire sur le plan des droits humains, de la justice placée sous la coupe du pouvoir, dans un contexte de répression du mouvement social et syndical. Le pouvoir d'Alassane Ouattara multiplie les stratégies d'intimidation et d'immixtion de l'État dans les débats internes de l'opposition et du FPI.

**7 janvier 2015**, communiqué de presse pour dénoncer l'arrestation d'Assoa Adou, figure historique de la gauche ivoirienne, homme de paix et de dialogue : « Une nouvelle fois le pouvoir ivoirien fait de la répression, de l'arbitraire et de l'intimidation envers des démocrates, acteurs politiques, syndicaux et de la société civile un mode d'exercice du pouvoir et de contrôle ».

**27 février**, communiqué de presse pour exiger la déclassification des documents liés au bombardement de Bouaké (2004) qui provoqua la mort de neuf soldats français et dont l'origine n'est toujours pas établie. Le rôle trouble des autorités françaises à l'époque est de plus en plus avéré, l'enquête, semée d'embûches, piétine depuis 10 ans (voir l'Humanité du 27 février)

### Comores

**Janvier 2015**, rencontre d'une délégation des Comores, conduite par Maître Elaniou, avocat, président du comité Mahorais, engagé dans le mouvement de libération des Comores. L'échange a porté sur la situation à Mayotte, la préparation du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'admission des Comores au Nations Unies, et les 20 ans de la mise en place du sinistre visa Balladur, responsable de la mort de milliers de Comoriens entre Anjouan et Mayotte. Un dossier avec l'Humanité était en cours de préparation pour briser la chape de plomb médiatique sur le drame (voir l'Humanité du jeudi 19 février).

# COMMUNIQUÉ PRESSE JANVIER / FÉVRIER / MARS 2015

## Burkina Faso

Rencontre en février à Ouagadougou des dirigeants du PDS/Metba, Parti pour la démocratie et le socialisme, Ibrahima Koné et Philippe Ouédraogo. En présence de Dominique Josse, l'échange a porté sur la situation politique française, ainsi que celle qui prévaut au Burkina Faso, notamment avec la période de transition et la préparation des élections d'octobre 2015. Une coalition de gauche s'est mise en place avec des Partis sankaristes, le PDS, l'AJIR, et le MPP, sous l'appellation Front des Forces de Gauche. Le PDS tiendra son congrès les 27 et 28 mars.

## COMMUNIQUÉ PRESSE

12 décembre

Îles Éparses, la France s'obstine contre le droit international

<http://www.pcf.fr/63597>

15 décembre

Attentat au Pakistan : une indicible horreur

<http://www.pcf.fr/63859>

17 décembre

Législatives/Japon : Le PCF salue les progrès du Parti communiste japonais

<http://www.pcf.fr/63831>

Cuba/USA : la reconnaissance de la détermination du peuple cubain à lutter (Pierre Laurent)

<http://www.pcf.fr/63845>

18 décembre

Cuba / Etats-Unis : Une nouvelle étape s'ouvre

<http://www.pcf.fr/63854>

19 décembre

Pinar Selek : « son acquittement n'est que justice » (Laurence Cohen)

<http://www.pcf.fr/63895>

Gabon : le PCF inquiet devant les méthodes du régime gabonais

<http://www.pcf.fr/63933>

9 janvier 2015

Côte d'Ivoire : le PCF appelle à la libération immédiate d'Assoa Adou

<http://www.pcf.fr/64522>

13 janvier 2015

Irak : sortir du piège de la guerre sans fin

<http://international.pcf.fr/64730>

23 janvier 2015

Ukraine : les peuples d'Europe doivent imposer un cessez-le-feu

<http://www.pcf.fr/65368>

25 janvier 2015

Grèce : « la victoire de Syriza ouvre la

voie au changement en Europe » (Pierre Laurent)

<http://www.pcf.fr/65466>

26 janvier 2015

Kobanê, enfin libre !

<http://international.pcf.fr/65528>

27 janvier 2015

Egypte : Le régime tourne le dos aux objectifs de la Révolution « Pain et Liberté »

<http://www.pcf.fr/65613>

28 janvier 2015

70ème anniversaire de la libération des camps : «Le racisme est une violence qu'il faut éradiquer» (Fabienne Haloui)

<http://www.pcf.fr/65693>

6 février 2015

Du 11 au 17 février 2015 : une semaine de mobilisation européenne aux côtés du peuple grec, pour sortir de l'austérité (Pierre Laurent)

<http://www.pcf.fr/66130>

9 février 2015

Ukraine : non aux livraisons d'armes ! tout faire pour donner une chance à la paix

<http://www.pcf.fr/66335>

11 février 2015

M. Hollande, la France doit soutenir le PYD et le PKK

<http://international.pcf.fr/66355>

12 février 2015

Accord de Minsk : «une avancée majeure pour la paix et pour une solution politique du conflit en Ukraine»

<http://www.pcf.fr/66423>

13 février 2015

Grèce : le PCF appelle à des initiatives de solidarité avec le peuple grec

<http://www.pcf.fr/66430>

La vente des 24 avions Rafale à l'Egypte n'est pas une bonne nouvelle

<http://www.pcf.fr/66464>

15 février 2015

Attentats au Danemark : Le PCF condamne ces actes odieux

<http://www.pcf.fr/66571>

16 février 2015

Le PCF, solidaire des vénézuéliens après une tentative visant à la déstabilisation du pays

<http://www.pcf.fr/66610>

17 février 2015

Légion d'honneur à Abdellatif Hammouchi : hommage complaisant des plus mal venus

<http://www.pcf.fr/66650>

Décès Henri Martin : La France a perdu l'un de ses plus valeureux et généreux fils

<http://www.pcf.fr/66645>

19 février 2015

Turquie : le PCF solidaire de la mobilisation populaire contre les violences faites aux femmes et pour leurs droits

<http://www.pcf.fr/66722>

24 février 2015

L'accord-pont entre la Grèce et Bruxelles : «victoire politique du gouvernement Syriza»

<http://www.pcf.fr/67036>

26 février 2015

Hollande à Manille : « La lutte contre la pauvreté doit bénéficier de fonds dédiés »

<http://www.pcf.fr/67184>

27 février 2015

Côte d'Ivoire : déclassifier les documents liés au bombardement de Bouaké de 2004

<http://www.pcf.fr/67227>

1er mars 2015

Russie : le PCF condamne l'assassinat de Boris Nemtsov <http://www.pcf.fr/67265>

## A LIRE



Recherches internationales 101. octobre décembre 2014. Afrique du sud, 20 ans de démocratie ?



Yanis Varoufakis. Le minotaure planétaire. Éditions enquêtes et perspectives.



Revue du projet. N°45 mars 2015. Féminisme au coeur des luttes révolutionnaires. [http://projet.pcf.fr/sites/default/files/rdp-45\\_envoi.pdf](http://projet.pcf.fr/sites/default/files/rdp-45_envoi.pdf)

# SECTEUR INTERNATIONAL DU PCF

placé sous la responsabilité de Lydia Samarbakhsh (lsamarbakhsh@pcf.fr),  
membre de la Coordination nationale du PCF,  
chargée des Relations internationales.

## # collectifs de travail

### # collectif Afrique

animé par Dominique Josse et Daniel Feurtet

# commission Amérique latine  
travail animé par Obey Ament

### # commission Asie

travail animé par Christiane Marcie et Dominique Bari-Vidal

### # Caraïbe-océan Indien

travail animé par Jean-Louis Le Moing\*\*

### # commission Défense nationale, paix, désarmement et sécurité

travail animé par Yann Le Pollotec\*, Laurent Pagnier et Mélanie Tsagouris\*

### # collectif Europe

travail animé par Gilles Garnier\*\*  
avec José Cordon, Anne Sabourin (asabourin@pcf.fr), Christine Mendelsohn\*\*

### # réseau PCF / Kurdistan

animé par Danielle Lebail\*\*, Sylvie Jan, Pascal Torre

### # commission Maghreb – Proche et Moyen Orient

travail animé par Claude Godard, Meriem Derkaoui\*, Latifa Madani\*, Irène Lavallée

### # collectif PCF-Palestine (collectif-palestine@pcf.fr)

Nathalie Lhopitault, Mathilde Caroly, Raphaëlle Primet\*, Sabrina Loumi, Renée Le Mignot

# réseau Français de l'étranger  
<http://fe.pcf.fr>

## # groupes de travail

### # Afghanistan

Christiane Marcie

### # Chine

Christiane Marcie, Dominique Vidal, Yves Serdenif, Géraldine Garcia, Igor Zamichiei\*

### # Coopération internationale / coopération décentralisée

Marie-Hélène Chambrin

### # États-Unis

Géraldine Garcia

### # Europe centrale et orientale

Patrick Kamenka

### # Inde

Pierre Marcie

### # Institutions internationales

Patrick Margaté

### # Laos

Philippe Rio

### # Solidarité avec le peuple sahraoui

Meriem Derkaoui\*

### # Turquie

Pascal Torre

### # Vietnam

Paul Fromontel, Christian Fohanno, Denis

Rondepierre\*\*

(\*) : membres du Conseil national du PCF

(\*\*) : membres de l'Exécutif national du PCF

## # comité de rédaction de la LRI

Obey Ament // oament@pcf.fr

Marie-Hélène Chambrin

José Cordon // jcordon@pcf.fr

Daniel Feurtet

Olivier Fondriest // o.fondriest@free.fr

Sylvie Jan

Dominique Josse // djosse@international.pcf.fr

Jean-Louis Le Moing // jlemoing@pcf.fr

Yann Le Pollotec // ylp@pcf.fr

Nathalie Lhopitault

Christiane Marcie // international@pcf.fr

Pierre Marcie

Patrick Margaté

Marianne Parmigiani // mparmigiani@pcf.fr

Lydia Samarbakhsh

Pascal Torre

### # Coordonné par

Olivier Fondriest // Marianne Parmigiani